

Elise Massicard

Institut français d'études anatoliennes, Istanbul

**Répression et changement des formes de militantisme :
carrières de remobilisation à gauche après 1980 en Turquie**

L'étude des mobilisations collectives s'est récemment intéressée à la question des effets de la répression sur les formes d'engagement. Empiriquement, la répression peut se traduire par un retrait ou au contraire par une radicalisation de l'action. D'un point de vue plus théorique, la perspective de la mobilisation des ressources considère que la répression est avant tout dissuasive : la plus grande probabilité de sanctions préjudiciables à la poursuite d'activités professionnelles, voire ouvrant la voie à une ostracisation sociale plus large, provoque une forte hausse du coût de la participation militante¹. A l'inverse, les tenants de la théorie de la frustration considèrent que la répression tend à radicaliser les contestataires ; en outre, en diminuant le nombre de participants potentiels, la répression affermit les militants « résistants » en opérant la délimitation d'un groupe de « durs » et en faisant bénéficier ses membres d'un surcroît de gratifications symboliques. Afin de sortir de ce dilemme, Opp et Roehl invitent à formuler la question autrement, de manière à discerner quels effets de la répression sont observés et sous quelles conditions².

¹ Voir notamment D. McAdam, « Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant », in O. Fillieule (dir.), *Le Désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, pp. 49-74 ; O. Fillieule et M. Bennani-Chraïbi, « Exit, voice, loyalty... et bien d'autres choses encore », in M. Bennani-Chraïbi et O. Fillieule (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 75-90.

² K. D. Opp et W. Roehl, « Repression, micromobilization, and political protest », *Social Forces*, 69 (2), décembre 1990.

Pour interroger les effets de la répression sur l'engagement, cette contribution se propose d'analyser un type de trajectoire militante post-répression dont l'originalité est le caractère « médian » : le réengagement, mais pour d'autres causes et sous d'autres formes, moins contestataires. Mon travail de doctorat sur le mouvement aléviste³ depuis les années 1980⁴ m'a amenée à constater que ses cadres associatifs étaient très rarement des primo-militants : ils avaient très souvent milité avant le coup d'Etat de 1980. La grande majorité d'entre eux s'était alors engagée à gauche⁵, sous différentes formes – partisane, syndicale, associative, légale ou non, armée ou non –, avant de subir la répression de 1980. Par la suite, ils ont connu des histoires militantes dont la similitude m'a frappée, avec des étapes récurrentes – réengagement dans les organisations professionnelles et de pays –, avant d'investir la cause aléviste. Ces anciens militants de gauche constituent encore aujourd'hui une proportion très importante des cadres du mouvement aléviste ; ils dominent en outre (et ce depuis le début de la mobilisation) la majeure partie des organisations alévistes. Deux questions simples ont ici guidé ma réflexion : pourquoi se sont-ils réengagés ? Et pourquoi de cette manière ?

Afin de traiter ces questions, cet article propose d'opérer un déplacement de perspective, qui « décentre » la répression pour questionner les carrières de ces anciens militants de gauche devenus cadres dans la cause aléviste, et à travers eux les phénomènes de reconversion « post-répression ». Il se place dans la continuité des travaux sur les trajectoires militantes qui prennent en compte les contraintes pesant sur l'engagement et son évolution ainsi que les transformations de l'offre d'engagement⁶. La répression sera ici considérée comme une contrainte et comme une expérience, certes centrale, mais pas unique, dans des carrières individuelles. On tentera ainsi de suivre les carrières de ces individus, c'est-à-dire d'articuler des itinéraires militants et des trajectoires biographiques, pour saisir comment ces agents se sont frayé un chemin dans l'univers des possibles que dessinent les contraintes structurelles. Prêter attention aux contextes implique, d'un point de vue synchronique, de considérer une stratégie en la rapportant à toutes les autres stratégies disponibles au moment où on l'observe ; et, d'un point de vue diachronique, de relier une stratégie aux formes d'action protestataires qui l'ont précédée et qui la suivent.

³ Les alévis sont un groupe confessionnel hétérodoxe que l'on estime constituer entre 15 et 20 % de la population de Turquie. Je distingue entre « alévité » (le fait sociologique) et « alévisme » (la mobilisation en son nom, et donc aussi entre « alévis » (« sociologiques ») et « alévistes »).

⁴ Publié sous une forme remaniée : *L'Autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, Paris, Presses universitaires de France, 2005.

⁵ D'autres, moins nombreux, ont milité dans le premier mouvement aléviste, d'ampleur assez réduite, dans les années 1960. Sur ce premier moment, voir E. MASSICARD, « Alevism in the 1960s : social change and mobilization », in H. I. MARKUSSEN (ed.), *Alevis and Alevism. Transformed Identities*, Istanbul, Isis, 2005, pp. 109-135.

⁶ Voir notamment O. FILLIEULE, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, pp. 199-215.

Précisions méthodologique

Face à ces questions, force est de prendre acte de l'impossibilité d'effectuer une analyse quantitative. Nous ne disposons en effet pas de données statistiques qui permettraient, à partir d'un ensemble, de cerner qui se réengage et qui ne se réengage pas. D'une part, il est quasiment impossible d'accéder à des listes de membres (qui n'isoleraient pas, d'ailleurs, les alévis, sur lesquels on souhaite se concentrer ici). La plupart des organisations de gauche en question dans les années 1970 (y compris légales) ont été dissoutes et leurs archives saisies par la junte militaire : elles ont disparu de la circulation et sont aujourd'hui inaccessibles. Les seules archives d'organisation existantes sont privées. La seule source disponible, mais portant uniquement sur les organisations illégales, est constituée des actes d'accusation des procès. Il s'agit cependant d'une source difficile à exploiter, qui pose des problèmes spécifiques. D'autre part, les individus qui font l'objet de cette intervention sont issus de différentes organisations. Cela induit une limite importante : l'engagement dans les années 1970 était massif ; on ne dispose pas des données qui permettraient d'évaluer quantitativement les phénomènes de réengagement après 1980 ni de comprendre qui ils concernent, et donc de tenter d'expliquer le passage à l'acte.

La même limite vaut pour les organisations alévistes. Je n'ai pas eu accès aux fichiers d'adhérents – soit qu'ils n'existent pas, soit qu'ils ne soient pas tenus de manière systématique, ce qui est souvent le cas, soit qu'il soit difficile au chercheur d'y avoir accès, principalement pour des questions de confiance. Aucune enquête quantitative n'existant sur la question, on ne dispose d'aucune donnée précise sur les membres des organisations alévistes. Nous n'avons pas eu les moyens de procéder à une enquête par questionnaire. Par conséquent, il est impossible de disposer de données autorisant une analyse par cohorte, qui permettrait d'isoler ceux qui étaient engagés dans la gauche avant 1980. Je ne peux donc statuer sur la « représentativité » statistique du groupe étudié. De ce fait, le tableau ici esquissé est nécessairement quelque peu impressionniste, même s'il repose sur des années de fréquentation de ces organisations et de certains de ces individus.

La perspective est différente, et résolument qualitative : ce qui m'intéresse est le caractère exemplaire d'un type de trajectoire. J'ai choisi de sélectionner parmi les nombreux récits de vie que j'ai recueillis des profils qui présentaient des similitudes frappantes. Il s'agit de carrières relativement « typiques », en ce qu'au bout de quelques dizaines d'entretiens l'enquêteur ressent un début de compréhension des parcours personnels, de cohérence face à certaines histoires de vie qui lui en rappellent d'autres, lui font anticiper certaines réponses, et

lui font saisir peu à peu certaines logiques d'engagement⁷. Cette « génération » est constituée d'individus engagés dans la gauche avant 1980, qui ont subi la répression du coup d'Etat, puis sont devenus, dix ou quinze années plus tard, des cadres alévistes. Elle présente plusieurs caractéristiques saillantes : après la répression, ces anciens militants se sont tournés vers des causes spécifiques (organisations professionnelles et de pays) ; ils ont ensuite été parmi les premiers à s'engager dans la cause aléviste au début des années 1990, voire à la fin des années 1980 ; en outre, ils l'ont fait non pas en tant que simples membres, mais ont très vite atteint des positions de cadre ; enfin, ils l'ont fait dans un secteur spécifique du mouvement aléviste : le plus à gauche.

Comment ai-je procédé ? J'avais étudié un certain nombre de parcours pour mon doctorat ; je suis retournée voir plusieurs personnes interrogées alors, et j'en ai rencontré quelques autres. J'ai procédé avant tout par entretiens semi-directifs approfondis et récits de vie, avec un nombre limité de cadres alévistes ayant connu ces trajectoires, dans le but de recueillir des éléments de compréhension de l'entrée dans ces engagements ; des raisons du maintien de l'engagement – fût-ce sous des modalités évolutives – ou de son abandon ; des formes et des raisons de la reconversion ; des compétences, ressources et liens acquis dans ces contextes ; enfin, de la perception de ces évolutions. Les questions étaient systématiquement assorties d'une demande de datation.

Cette manière de procéder comporte d'évidentes limites. Elle induit en particulier la reconstitution rétrospective des itinéraires. En outre, l'évocation d'un passé pas toujours cicatrisé comprend une dimension émotionnelle forte : il s'avère souvent difficile d'évoquer l'appartenance, même révolue, à des organisations illégales ou armées⁸, ou encore la torture, même s'il est relativement aisé de parler de la garde à vue, de la prison ou de l'exil. Dans la mesure du possible, j'ai prolongé les entretiens par des observations. J'ai suivi certains cadres sur plusieurs années, ce qui m'a guidée pour les autres ; les conversations informelles, les anecdotes et plus globalement l'« envers du décor » m'ont permis de compléter les situations relativement « cadrées » d'entretien.

A travers des méthodes qualitatives, j'ai cherché à mieux cerner la dynamique des carrières, à repérer les positionnements multiples de ces cadres et leurs passages d'un champ à un autre, ainsi que les compétences et liens acquis et leur(s) recyclage(s) dans d'autres contextes. De même, j'ai tenté d'isoler au sein des biographies les épisodes significatifs ayant pu infléchir certains parcours. Je propose donc une étude dynamique des carrières militantes

⁷ J. Siméant et P. Dauvin, *Le Travail humanitaire – du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

⁸ Certains interviewés ont préféré taire dans quel(s) groupe(s) ils avaient été actifs.

caractéristiques de ces cadres, en essayant d'articuler une analyse compréhensive des raisons d'agir avancées par les individus avec l'objectivation des positions qu'ils ont successivement occupées⁹. Il s'agira d'articuler les récits aux contextes auxquels ils se réfèrent aussi bien qu'aux caractéristiques des émetteurs, faisant ainsi entrevoir, au-delà de la singularité des itinéraires individuels, des régularités. Ces carrières-types seront analysées chronologiquement, à travers leurs étapes décisives, pour s'interroger sur les effets productifs de la répression sur les formes de militantisme.

L'engagement à gauche avant 1980

En dehors de quelques dignitaires traditionnels, la grande majorité des cadres alévistes a connu un engagement préalable à gauche, pouvant aller de la social-démocratie aux différents avatars du marxisme¹⁰. Il date dans la plupart des cas des années 1970, même s'il remonte pour certains aux années 1960. Les individus étudiés ici sont nés *grosso modo* entre 1955 et 1965. Ils étaient trop jeunes pour avoir véritablement vécu le coup d'Etat de 1971 : aucun n'en parle dans les entretiens ; ce n'est donc pas une expérience marquante pour eux. Leur socialisation politique date de la fin des années 1970.

En quoi consiste cette socialisation politique ? Ces individus ont tous fait l'expérience des réunions, des débats idéologiques. Ils ont appris comment fonctionne une organisation, parfois clandestine¹¹. Tous ont participé à des défilés de rue, certains ont distribué des tracts. Cette socialisation s'est faite entre autres en milieu scolaire – pour la plupart au lycée, pour certains dès le collège. C'est d'ailleurs au lycée que ces individus font remonter leur engagement. La politique est donc vécue au quotidien (luttés avec d'autres lycéens, avec l'administration scolaire), parfois aussi dans le cercle familial et plus largement de sociabilité, ce qui en fait une expérience subjectivement très marquante. Tous ont aussi fait l'expérience de

⁹ O. Fillieule, « Propositions pour... », art. cité, p. 214.

¹⁰ Dans divers groupes politiques ou syndicaux. Cet engagement peut également concerner des groupes illégaux, parfois armés. Parmi les membres éminents du mouvement aléviste, on trouve des anciens du TKP-ML maoïste (*Türkiye Komünist Partisi/Marksist-Leninst*, Parti communiste de Turquie – marxiste-léniniste), de Dev-Genç (*Devrimci Gençlik*, Jeunesse révolutionnaire), de Dev-Yol (*Devrimci Yol*, Voie révolutionnaire. Organisation de gauche radicale créée en 1977 pour prendre la relève de Dev-Genç), ou encore de groupes révolutionnaires kurdes.

¹¹ L'expérience de la clandestinité avant 1980 ne semble pas déterminante dans la suite de leur parcours : en effet, lycéens à cette époque, ils n'ont pas pris le maquis et n'ont pas connu la clandestinité « extrême » avant le coup d'Etat ; ensuite, toutes les organisations, même légales, sont interdites en 1980 ; c'est au plus tard à ce moment-là qu'ils font l'expérience de la clandestinité. Les compétences « illégales » (maniement des armes notamment) ne seront pas actualisées par la suite dans ce type de trajectoire, nous le verrons, et ne constituent donc pas une variable discriminante.

la violence. Soit activement¹², soit passivement (certains ont été blessés), ou encore par l'intermédiaire de proches. Au minimum, tous ont été témoins de scènes de violence, notamment de combats de rue.

Ces premiers engagements à gauche, dans ce contexte très spécifique, constituent une socialisation secondaire forte. Tous mes interlocuteurs qualifient cette période de centrale dans la constitution de leur identité. Bien que très marquante, cette expérience n'est toutefois pas discriminante, dans la mesure où il s'agit d'une période de politisation massive, notamment chez les jeunes¹³ : les processus de « sélection » qui feront de ces individus des cadres alévistes interviennent plus tard.

La répression et ses effets à court terme

Une autre constante est que tous ont une expérience personnelle et marquante de la répression, qui survient au plus tard en 1980 avec le coup d'Etat militaire¹⁴. Certains ont eu affaire à elle avant : quelques-uns ont subi des sanctions disciplinaires en milieu scolaire en raison de leurs activités politiques. L'un d'entre eux a participé au sanglant 1^{er} mai 1977 à Istanbul, où il a perdu des camarades¹⁵ ; les plus « mouillés » n'ont pas attendu 1980 pour connaître la prison : l'un d'entre eux, membre d'un groupe illégal, passe un mois de prison par an en moyenne à partir de 1978 – il n'a alors que seize ans –, et y subit la torture.

Comment se manifestent concrètement ces expériences de la répression ? Tous ont été au moins en garde à vue, la majorité a fait de la prison (mais pas plus de deux ans) ; la plupart ont été torturés. Ils sont donc « fichés », connus des services de sécurité. Rares sont ceux – mais ils existent – qui sont passés à travers les mailles du filet, par exemple en fuyant leur lieu d'habitation ou en partant à temps à l'étranger. L'un d'eux se réfugie ainsi à Istanbul pour passer inaperçu. C'est à son arrivée qu'il se rend compte du caractère massif de la répression :

¹² Ils n'ont pas tous voulu dire s'ils avaient eux-mêmes employé la violence. En revanche, certains prennent soin de souligner qu'ils ne l'ont pas employée.

¹³ H. Bozarslan, « Le phénomène milicien : une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970 », *Turcica*, vol. XXXI, 1999, pp. 185-244.

¹⁴ Ce coup d'Etat, le plus dur de l'histoire turque, entendait mettre un terme à la « politisation » : 650 000 arrestations de plus ou moins longue durée, souvent assorties de mauvais traitements et de tortures, 1 683 000 instructions judiciaires, 517 condamnations à mort (dont 49 ont été appliquées), 30 000 licenciements de la Fonction publique, 14 000 déchéances de la citoyenneté turque, l'interdiction de 667 associations et fondations, des centaines de décès suspects donnent une idée du degré sans précédent de coercition à l'œuvre. En raison de l'orientation idéologique de la junte, la répression est globalement plus sévère envers les militants de gauche qu'envers ceux de droite.

¹⁵ Lors du défilé du 1^{er} mai 1977 sur la place Taksim, à Istanbul, une fusillade provoqua un mouvement de panique qui devait causer la mort de trente-quatre personnes. L'origine des tirs ne fut jamais élucidée, mais des soupçons se portent sur des militants d'extrême droite, peut-être soutenus par les services de renseignement.

« Je faisais partie d'un groupe [il refuse de dire lequel], et quand je suis arrivé à Istanbul, je me suis rendu compte que l'Etat avait tué, ou emprisonné beaucoup des membres. »

Pour certains, la répression est aussi l'expérience de l'arbitraire. L'un d'entre eux raconte ainsi :

« Ils cherchaient un homme grand et brun. Raté, je suis petit et blond. Ils m'ont embarqué quand même. C'était ridicule ! Quand j'ai été traîné devant le juge, il n'a pas pu s'empêcher de rire¹⁶. »

Tous connaissent des personnes ayant subi une répression plus « dure ». Cette expérience de la répression renforce leur conviction que les institutions sont « fascistes » et les conforte dans leur opposition au « système ».

Qu'en est-il des conséquences des représailles proprement dites ? Il importe de distinguer les effets anticipés de ceux à court, à moyen et à long terme. Dans un premier temps, la répression se révèle dissuasive et parvient à « casser » les mobilisations, en tout cas sur le territoire national (à l'exception du PKK¹⁷). En effet, le contexte et la nature des organisations jouent un rôle essentiel en raison du rapport entre les effets de la répression et le degré de structuration des groupes¹⁸. L'interdiction des organisations, la disparition ou l'emprisonnement des leaders, la perte de contrôle des lieux stratégiques (université, « quartiers libérés »...) contribuent à « casser » les mouvements.

Les groupes auxquels appartenaient les militants n'étaient pas organisés pour résister à une répression dont ils n'avaient d'ailleurs pas envisagé l'ampleur : illégaux, ils n'étaient pas clandestins¹⁹. Les espoirs de perspectives révolutionnaires perdent alors de leur crédibilité. Plus prosaïquement, une majorité des militants qui restent en Turquie sont pratiquement obligés d'abandonner leurs activités politiques après le coup d'Etat et la répression de 1980. Le coût de l'engagement leur apparaît trop élevé : s'engager à gauche, alors que les organisations sont démantelées et les dirigeants emprisonnés, suppose d'accepter des risques très importants (ce que personne ne pouvait ignorer) pour des chances de réussite minimales. Ces anciens militants sont isolés.

¹⁶ Ancien militant d'un groupe de jeunesse armé, né en 1962.

¹⁷ Voir à ce sujet G. Dorronsoro et O. Grojean, « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », *European Journal of Turkish Studies*, 2004 : <http://www.ejts.org/document198.html>

¹⁸ Voir O. Fillieule et M. Bennani-Chraïbi, « Exit, voice, loyalty... », art. cité.

¹⁹ G. Dorronsoro et O. Grojean, « Engagement militant et phénomènes de radicalisation... », art. cité, p. 13.

« A Konya [où il étudie], j’habitais dans un foyer [étudiant]. J’y suis arrivé après le 12 septembre [1980, date du coup d’Etat]. Il y avait une ambiance de répression, de peur [...]. Le premier jour, j’ai pleuré dans les toilettes. Personne de connu, autour de moi il n’y avait que des gens apolitiques²⁰. »

Un autre, désirant poursuivre ses activités militantes, se trouve confronté à un contexte qui ne le permet tout simplement pas :

« [Les membres de l’organisation avaient été arrêtés]. Du coup, à Istanbul, j’étais isolé, nos relations se sont interrompues. Je suis allé travailler à l’usine où je voulais recommencer des activités politiques. Mais il n’y avait pas de telles activités, les ouvriers avaient des valeurs très simples. C’est ainsi que j’ai compris qu’il fallait étudier pour pouvoir faire de la politique. Et c’est à l’université que j’ai vraiment ressenti la répression, la lourdeur du coup d’Etat. A Istanbul, d’abord l’armée était plus forte, et nous l’étions moins, nous n’avions pas d’argent, pas d’endroit où nous réfugier. Du coup, j’avais cinq ou six amis... sur les 1 600 de la promotion, et nous ne parlions à personne d’autre. Car il y avait des agents [espions] partout. Nous ne faisons aucune activité, nous essayions seulement de survivre. Nous ne pouvions rien faire d’autre²¹. »

Cette période de désengagement obligé durera au moins cinq ans²².

L’acquisition de nouvelles ressources et le réengagement

Sur le plan individuel, cette situation pose la question complexe des effets de la répression sur l’engagement. Pourquoi ces individus, après une période de retrait, se sont-ils ensuite réengagés, alors qu’ils ont subi de plein fouet la répression et qu’ils perçoivent les risques de l’engagement ? Comme beaucoup d’autres, ils auraient pu rompre avec l’activité militante.

La dialectique que permet la notion de carrière entre les contextes et l’histoire individuelle, l’articulation qu’elle introduit entre les changements dans la sphère des engagements et les changements dans la carrière professionnelle et personnelle prennent ici tout leur sens. Un élément d’explication de leur réengagement semble être la temporalité du coup

²⁰ Ancien militant du TKP-ML et de la gauche révolutionnaire kurde, né en 1959.

²¹ Ancien militant d’un groupe de gauche durant ses années de lycée, né en 1961.

²² Le régime militaire dure jusqu’en 1983, mais les associations et activités politiques ne sont pas tout de suite autorisées ; c’est pour la gauche que les restrictions durent plus longtemps, ainsi que la peur.

d'Etat dans leur histoire individuelle. En 1980, ces individus ont entre quinze et vingt-cinq ans : cette période correspond pour eux à la sortie des études et à l'entrée dans la vie active. Or, ces anciens militants de gauche, qui occuperont plus tard des positions de cadre dans les organisations alévistes, sont pratiquement tous diplômés du supérieur²³. Bien qu'engagés précocement, ils n'ont pas sacrifié leurs études à leur engagement²⁴. Cela confirme le fait qu'ils n'étaient pas alors des leaders : ceux-ci ont soit été incarcérés, soit ont dû se cacher ou s'exiler pendant plusieurs années et n'ont donc pu poursuivre d'études durant cette période²⁵. La carrière professionnelle de ces individus n'a pas été brisée par le coup d'Etat ni par la répression. Pendant leur période de retrait militant, ils entament une vie professionnelle relativement normale – même si certains, notamment ceux qui entrent dans la fonction publique, connaissent quelques difficultés, notamment en matière d'avancement.

Il semble ici particulièrement pertinent d'articuler, à travers la notion de carrière, « le temps de l'individu à des temps sociaux différents, temps de l'engagement, temps des professions, ou temps de certains processus longs²⁶ ». En effet, quand s'engager redevient possible, vers le milieu ou la fin des années 1980, la position sociale de ces anciens militants a radicalement changé : d'une part, ce ne sont plus des lycéens ni des étudiants, mais des pères de famille²⁷ installés dans la vie active, à des positions professionnelles relativement élevées de surcroît ; d'autre part, durant leurs années de non-engagement, ils ont acquis de nouvelles ressources, et tout d'abord des ressources culturelles, notamment des diplômes du supérieur – chose capitale en Turquie, à une époque où une partie relativement réduite de la population est diplômée d'université²⁸, et d'autant plus rare et importante dans les milieux sociaux, modestes et d'extraction rurale, dont ils sont issus. En second lieu, ils ont acquis le capital social qui accompagne les diplômés, en termes de liens de promotion et d'associations d'anciens diplômés. Ce capital social se renforce à l'entrée dans la vie active, particulièrement dans des professions telles qu'avocat, et pour les fonctionnaires qui peuvent développer des relations dans l'appareil d'Etat. Ainsi, cette période a marqué une importante diversification de leur

²³ C'est probablement une différence avec ceux qui étaient déjà à l'université à la fin des années 1970, dont le cursus a souvent été bouleversé, voire empêché par leur engagement politique, les universités étant des lieux d'affrontement. Or, les individus qui n'ont pas poursuivi d'études supérieures n'ont pas atteint ces positions de responsabilité dans les organisations alévistes (certains en sont de simples membres) ; de ce fait, ils ne figurent pas dans l'échantillon étudié.

²⁴ Certains sont passés de justesse. L'un d'entre eux, bien qu'ayant réussi le concours d'admission à l'université, a été empêché d'inscription car il était prévenu dans un procès. Il a dû le représenter deux ans plus tard, puis changer d'université.

²⁵ La loi de libération conditionnelle n'intervient qu'en 1991.

²⁶ J. Siméant, « Entrer, rester en humanitaire. Des fondateurs de Médecins sans frontières aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, p. 71.

²⁷ C'est aussi au cours des années 1980 que, pour la plupart, ils se marient et, pour certains, ont leurs premiers enfants.

²⁸ C'est-à-dire avant l'ouverture des universités privées et de nombreuses universités de province.

capital social. Enfin, ces individus ont acquis des compétences professionnelles qui, pour certaines, peuvent être réinvesties dans l'engagement : c'est en particulier le cas des avocats²⁹ et des fonctionnaires.

Des causes « apolitiques » : organisations professionnelles et de pays

Ces ressources et compétences sont valorisables pour militer, en tout cas pour certains types de militance – elles n'ont aucune valeur dans des engagements radicaux. Cependant, l'accumulation de ces ressources ne permet pas d'expliquer pourquoi ces individus se réengagent : ils auraient pu, comme tant d'autres, abandonner les activités sociales pour se consacrer à leur vie professionnelle et familiale. On ne peut pas dissocier le fait qu'ils se réengagent de la manière dont ils le font. Or, de manière significative, ils le font selon une temporalité (vers la fin des années 1980) et une manière spécifiques : non pas (au moins dans un premier temps) dans des organisations de gauche³⁰, mais dans d'autres types d'organisations – principalement dans des organisations professionnelles et de solidarité de pays. Pourquoi ?

Pour éclairer la manière dont s'opèrent les choix militants, il convient de prendre en compte non seulement l'accumulation de ressources, mais aussi l'offre politique, et donc de reconstituer l'espace des possibles dans lequel se jouent les engagements successifs. Or, l'offre militante des années 1980 en Turquie est radicalement différente de celle des années 1970. L'environnement hostile à la gauche persiste au-delà du régime militaire. Les activités de la gauche radicale sont celles qui restent bannies le plus longtemps, jusqu'au début des années 1990. La création d'associations est de nouveau autorisée à partir de 1983, mais cette ouverture est contrainte et partielle. C'est précisément dans les types d'organisations qui semblent n'avoir rien à voir avec la gauche, et qui figurent parmi les premières autorisées à se reformer³¹ – car largement considérées comme « apolitiques » et donc non dangereuses –, que ces anciens militants s'engagent. Le changement des modes d'action est indéniable : ils n'utilisent plus ni violence ni actions illégales. On entrevoit ici « l'influence des contextes pratiques de l'action sur l'opérationnalité des dispositions incorporées³² ». Si l'adhésion et la prise de responsabilité sont indéniablement un engagement, en revanche le caractère protestataire de cet engagement

²⁹ Il est difficile d'affirmer que ces individus ont choisi des métiers comme avocat, le choix de la branche d'études et de la profession en Turquie étant très contraint par le système d'entrée à l'université.

³⁰ Certains s'investissent de nouveau dans des partis de gauche modérée ou dans des syndicats, mais seulement après s'être engagés dans d'autres types d'organisations.

³¹ Qui d'ailleurs n'ont pas toutes été fermées.

³² E. Agrikoliansky, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, p. 30.

est peu affirmé, voire, au début, inexistant. C'est précisément le changement de registres et de modes d'action qui semble rendre possible leur réengagement, alors même qu'ils ont subi une répression dure : l'ouverture de cette offre alternative leur permet de réinvestir l'arène des activités sociales sous une bannière *a priori* peu politique, donc moins risquée (ou perçue comme telle) qu'un engagement à gauche considéré comme « politique »³³ ; et donc de dépasser la crainte anticipée de la répression, alors qu'ils occupent désormais des positions de responsabilité et ont une famille à charge. En outre, ce réengagement leur permet de valoriser les ressources qu'ils ont récemment acquises ; en bref, de concilier des aspirations sociales, politiques et professionnelles.

Les organisations professionnelles

Les organisations professionnelles sont souvent les premières investies par ces anciens militants. En être membre est parfois obligatoire (barreau pour les avocats), et conseillé pour toutes les professions libérales. Ces organisations leur offrent tout d'abord la possibilité de valoriser leurs ressources professionnelles et sociales récemment acquises, et ce également dans une logique d'ascension sociale. Il est intéressant de constater que les individus ici étudiés n'occupent pas de positions dirigeantes dans ces organisations (ou ne les ont pas encore acquises ?). En effet, ils sont encore jeunes et ne constituent pas l'élite de leur profession. En revanche, cette étape est importante, car elle leur permet de se socialiser dans leur milieu professionnel et participe de leur entrée dans le rôle de « notable »³⁴. En outre, elle leur donne l'occasion de réinvestir – insensiblement, voire presque malgré eux quant il s'agit d'organisations auxquelles l'adhésion est obligatoire – l'arène des activités sociales.

Les organisations de pays (hemşehri)

Le second type d'engagement, très massif, se fait dans les organisations de pays (*hemşehri*)³⁵. Le nombre d'associations de *hemşehri*, dont les premières sont apparues après le début de l'exode rural, dans les années 1950, s'est considérablement accru après 1983. Beaucoup d'observateurs estiment que, jusqu'en 1980, les migrants de l'exode rural se

³³ Voir à ce sujet J. Lagroye (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2003.

³⁴ Voir L. Massicard, « Entre l'intermédiaire et "l'homme d'honneur" : savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie », *Politix*, 67 (3), 2004, p. 101-127.

³⁵ Sur ces organisations, voire le dossier dirigé par J. Hersant et A. Toumarkine, « Hometown organizations in Turkey », *European Journal of Turkish Studies*, 2005, consultable en ligne : <http://www.ejts.org/sommaire359.html>

réunissaient davantage dans des organisations politiques et syndicales. Après cette date, les restrictions pesant sur la vie politique auraient ouvert la voie à la multiplication d'associations de *hemşehri*, ou dynamisé les organisations préexistantes³⁶. Selon certains de leurs membres, les associations de *hemşehri* ont servi d'ersatz aux militants dans les années qui ont suivi le coup d'Etat. Selon une ancienne responsable (au milieu des années 1980) d'une association de solidarité d'originaires de la région de Sivas à Istanbul, marquée à gauche³⁷ :

« Il y avait [dans les années 1980] un besoin de former un environnement social pour tous les gens qui avaient été actifs en politique avant le coup d'Etat. Ils se sont retrouvés dans les organisations de la société civile après 1980, et ce sont notamment les associations de *hemşehri* qui ont joué ce rôle. »

Pourquoi les individus ici étudiés s'investissent-ils presque tous sans exception dans ce type d'organisation ? Un point significatif est qu'ils sont tous nés au village. Ils ont connu la vie rurale (parfois sans eau ni électricité) avant de migrer en ville pour leurs études, parfois dès le collège. Ils ont vécu dans des conditions difficiles, y compris après leur exode rural. Tous ont multiplié les petits boulots pour financer leurs études – vendu des bricoles dans la rue ou travaillé en usine :

« Je suis arrivé à Ankara à quatre ans, j'ai vu Kızılay [le centre-ville] à vingt ans. »

Ils font partie des rares personnes issues de leur village à avoir étudié – parfois, ils sont même « le premier étudiant du village ». Ils ont donc connu une ascension sociale importante et remarquable par rapport à leur milieu d'origine. De ce fait, ils sont porteurs des caractéristiques sociales qui trouvent le mieux à s'exprimer dans les organisations de *hemşehri*.

Ce sont des « notables » et des recours pour leurs co-villageois : ces derniers font souvent appel à eux pour toutes sortes de services (accueil en ville, information, aide en tout genre y compris financière, conseil ou « coup de pouce » pour faire avancer des dossiers, recommandation, etc.). Ce faisant, les co-villageois obligent ces « notables » à maintenir des liens avec leur village et son réseau social, que ces derniers le veuillent ou non. En entretien, ces anciens militants expliquent d'ailleurs leur engagement dans les organisations de *hemşehri* par

³⁶ Par exemple Narı Yaşar, *Bursa Kent Merkezinde Faaliyet gösteren Hemşehri Dernekleri ve bu Derneklerin Bursa'nın sosyo-politik Yapısına Katkıları*, Yüksek Lisans tezi, Istanbul, Marmara Üniversitesi, 1999.

³⁷ SİDAD, *Sivas Dayanışma Derneği*, association de solidarité de [la région de] Sivas.

la responsabilité qu'ils ressentent envers leurs co-villageois, dont ils ont partagé les conditions de vie difficiles – y compris après leur exode rural – avant de s'en sortir. Ils sont ainsi poussés par leurs co-villageois à s'engager dans ces associations de village, mais aussi à y assumer des responsabilités : comme les dirigeants de ces associations sont élus par les membres (c'est-à-dire, en général, par les personnes issues du village), ils y acquièrent souvent, et assez rapidement, des positions dirigeantes. Même s'ils y font partie des incontournables, ce n'est cependant pas dans les organisations de village qu'ils s'investissent le plus, ni elles qu'ils valorisent le plus ; au contraire, ils tentent souvent de s'en « dégager », au plus tard une fois qu'ils sont devenus cadres d'organisations alévistes.

En effet, s'ils investissent le registre *hemşehri*, ils ne le font pas sur n'importe quelle base : ils délaissent souvent les organisations de village – ils ne se satisfont pas de la dimension d'entraide villageoise, qu'ils jugent trop limitée et qui leur offre peu de possibilités d'ascension ou de diversification de leur portefeuille relationnel – au profit de regroupements *hemşehri* plus larges, au niveau des arrondissements ou des régions³⁸. Comme l'explique un ancien militant d'un parti de gauche avant 1980, médecin investi dans son association de village, mais surtout actif dans un regroupement d'associations de village d'un arrondissement de Sivas à Ankara³⁹, dans des organisations alévistes, et plus récemment dans la politique partisane : je « joue à un niveau au-dessus ». Ces regroupements sont des plates-formes rassemblant des individus originaires non plus d'un même village mais d'un même arrondissement, d'un même département, voire d'une même région. La différence entre associations de village et regroupements *hemşehri* régionaux ne se situe pas uniquement au niveau de l'envergure géographique de l'origine : elle est aussi sociale.

Alors que les associations de village s'adressent à tous les originaires, les regroupements rassemblent des originaires « choisis », de statut social relativement élevé, dans différents secteurs d'activité (médecins, ingénieurs, fonctionnaires, entrepreneurs, etc.). Dans les métropoles, être membre de ces organisations confère un certain prestige, une carte de visite et, éventuellement, du poids pour représenter les intérêts d'une région. Ces individus se tournent vers ces organisations car ils y côtoient des pairs, y enrichissent leur capital social, mais aussi y

³⁸ Pour l'articulation entre associations de village et organisations *hemşehri* plus larges, voir L. Massicard, « Politiser la provenance. Les organisations d'originaires de Sivas à Istanbul et Ankara », *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue n° 2, 2005, Hometown Organisations in Turkey : <http://www.ejts.org/document362.html>

³⁹ Association culturelle de Divriği /Divriği Kültür Derneği (DKD).

trouvent un environnement politique qui leur convient. Quand ce type de regroupement n'existe pas, ils peuvent aussi impulser leur création⁴⁰.

De fait, ces regroupements ne sont jamais politiquement neutres, mais portent souvent un projet social plus large. A leur arrivée, ces anciens militants peuvent également dynamiser ces organisations. Ainsi, un ancien sympathisant de gauche devenu avocat :

« Lorsque je suis arrivé en 1991 [au DKD], les dirigeants étaient un peu las, ils ne faisaient pas grand-chose. Et il y avait un groupe de gens, avec lesquels nous avons formé une liste, qui étaient jeunes, tous diplômés d'une école supérieure ou d'une université, souvent jeunes cadres dynamiques, qui avaient leur propre entreprise et étaient aimés de leur entourage. C'était probablement aussi ma situation. Nous avons formé une belle liste, qui a bien plu. »

Lors de la législature suivante, c'est un ancien militant d'un groupe révolutionnaire kurde, ayant connu prison et torture, qui prend la direction de l'association. Il est probable que la venue de militants issus d'organisations plus idéologisées ait entraîné un processus de politisation de certaines de ces associations : ainsi, au début des années 1990, la région d'attache de cette association, comme de nombreuses zones rurales, est un lieu d'affrontement entre le PKK⁴¹ et l'armée turque. L'organisation proteste alors contre les exactions des forces de sécurité turques envers les villageois : elle organise une délégation, rédige un rapport très compromettant pour les autorités, qu'elle rend public lors d'une conférence de presse. Lors de cette action, qu'ils impulsent, les dirigeants font intervenir leurs compétences acquises auparavant dans d'autres types de militantisme (organisations), ainsi que leurs réseaux souvent professionnels (barreau, syndicats, médias). Sous couvert d'une cause neutre et apolitique – la défense de la région et de la population locale –, ils font un usage de cette organisation politiquement très orienté et très contestataire, car visant directement les forces de sécurité.

L'investissement de ces organisations par d'anciens militants de gauche a donc souvent abouti à la politisation de leurs activités. On voit ici comment s'actualisent, à travers des individus ayant des trajectoires militantes spécifiques, des dispositions « anti-système » dans des organisations qui pourtant sont loin de les favoriser *a priori*.

⁴⁰ C'est le cas de l'un de nos interviewés, qui contribue à la création en 1993 d'une fédération d'associations de village social-démocrate, très sensible aux questions sociales.

⁴¹ Partiya Karkeren Kurdistan, Parti des travailleurs du Kurdistan formé en 1978 et menant une lutte armée.

Les initiateurs de l'alévisme

Ces anciens militants de gauche sont ensuite parmi les premiers à s'engager dans le registre aléviste, pour certains d'entre eux en tant que fondateurs d'organisations⁴². Ils le font avant la massification de l'engagement dans cette cause, qui intervient à partir de 1993 après l'« événement de Sivas⁴³ ». Pourquoi passent-ils à ce nouveau registre, et contribuent-ils à sa création ? Les regroupements d'organisations *hemşehri* se font, nous l'avons vu, sur une base idéologique commune : c'est-à-dire, en fait, souvent sur une base sociologiquement alévie en raison du large recoupement, dans certaines régions mixtes, entre clivages confessionnels (sunnite-alévi) et politiques (droite-gauche)⁴⁴. De l'aveu d'une ancienne responsable, le SİDAD, cette association d'originaires de la région de Sivas à Istanbul, « représente le groupe alévi, de gauche ». De même, certains regroupements ne rassemblent en fait que des villages alévis. Pourquoi dès lors créer un nouveau type d'organisations ?

Sont en fait associées aux organisations de *hemşehri* certaines pesanteurs, liées notamment à l'interconnaissance et aux hiérarchies villageoises. Créer des organisations alévistes permet à ces individus, d'une part de créer « leurs » propres organisations, d'autre part de départiculariser des liens villageois conçus comme primordialistes, et donc de gagner une dimension plus large, plus « universelle ». En outre, il s'agit d'une période durant laquelle l'identité devient en Turquie un registre central de revendication et d'articulation des intérêts⁴⁵, que les alévis investissent parallèlement, et souvent contre les mobilisations nationalistes kurdes ou islamistes⁴⁶. La dimension politique se fait de plus en plus présente par rapport aux organisations professionnelles ou *hemşehri*. Cependant, le registre aléviste n'est alors pas vraiment considéré comme « politique » ni criminalisé ; en outre, ces individus ont désormais moins peur, car, depuis 1980, ils ont connu des expériences militantes moins traumatisantes ; et ils sont déjà devenus des personnes publiques, et ont gagné en respectabilité.

⁴² Ils constituent l'un des deux profils-types de fondateurs, l'autre étant constitué par des personnes plus âgées, qui souvent s'étaient déjà engagées dans la première mobilisation aléviste des années 1960, et qui ont souvent une orientation plus religieuse et conservatrice.

⁴³ En juillet 1993, une association de village dirigée par d'anciens militants de gauche organise une manifestation culturelle à connotation alévie à Sivas, une ville conservatrice d'Anatolie. Les participants sont attaqués par des groupes nationalistes et islamistes ; trente-sept d'entre eux meurent brûlés dans l'hôtel qui les hébergeait. Cet événement marque la massification de la mobilisation aléviste.

⁴⁴ Voir à ce sujet H. Bozarslan « Le phénomène milicien... », art. cité.

⁴⁵ E. Massicard, « Les mobilisations "identitaires" en Turquie après 1980 : une libéralisation ambiguë », in G. Dorronsoro (dir.), *La Turquie contestée. Action collective et régime sécuritaire en Turquie*, Paris, CNRS Editions, 2005, pp. 89-108.

⁴⁶ De manière intéressante, on observe que le PKK en Turquie connaît assez peu d'adhésions dans les années 1980, sauf pour une partie des anciens militants de Dev-Sol (voir G. Dorronsoro et O. Grojean, « Engagement militant et phénomènes de radicalisation... », art. cité, p. 25). La reconversion d'anciens militants de gauche dans le registre identitaire (même connoté à gauche) n'est donc pas une spécificité alévie.

Ils sont d'autant plus « demandés » par ces organisations nouvelles qui doivent se faire une place qu'ils disposent à la fois de la respectabilité, d'un important capital social et de savoir-faire militants. Ils mettent ces derniers rapidement en pratique, par exemple en organisant des manifestations de grande envergure : ils rassemblent ainsi cent mille personnes à Istanbul en 1993 en protestation aux événements de Sivas et en hommage aux victimes. Leurs compétences contribuent également à faire avancer des dossiers. Ainsi l'expertise des avocats s'est-elle révélée vitale pour des organisations qui, au début, devaient affirmer leur existence sur le plan juridique. En effet, un obstacle légal se dresse devant les organisations aléviées en Turquie : la loi sur les associations de 1983 interdit de créer des associations sur la base de différences religieuses, confessionnelles, ethniques, raciales, régionales, linguistiques ou sur des minorités revendiquant de telles différences⁴⁷. De ce fait, la plupart des organisations évitent de mentionner, dans leur appellation ou leurs statuts, le terme « alévi », mais expriment cette dimension par des allusions, figures ou symboles. Certaines d'entre elles ont rencontré des obstacles légaux à leur création :

« Nous avons fondé une association, Anadolu Bilim Kültür ve Cem Vakfı⁴⁸. Parmi ses objectifs, il y avait “faire vivre la culture alévi” ; mais le mot “alévi” était interdit. C'est moi qui me suis occupé de ce procès, pendant trois ans⁴⁹. »

Les organisations alévistes se sont également appuyées sur des individus ayant des contacts dans certaines administrations (notamment municipales). Ces anciens militants de gauche, disposant d'un important capital culturel et social, ainsi que de savoir-faire cruciaux pour ces organisations encore fragiles, se retrouvent rapidement à des positions de direction, qu'ils sont parvenus à pérenniser depuis lors. Ils s'étaient positionnés sur un secteur spécifique des organisations de *hemşehri*. De la même manière, ils se positionnent sur un secteur spécifique du mouvement aléviste : les organisations que ces anciens militants investissent ou créent sont les plus à gauche du mouvement, celles qui promeuvent une vision politique de l'alévité et ont tendance à mettre au second plan, voire à passer sous silence, sa dimension religieuse. La plupart défendent une vision de l'alévisme proche du socialisme et de valeurs comme l'universalisme, la lutte contre l'injustice ou la défense de la laïcité.

⁴⁷ Loi sur les associations du 6 octobre 1983, article 5 ; ces restrictions ont été assouplies dans le cadre des réformes d'harmonisation à l'Union européenne.

⁴⁸ Que l'on pourrait traduire approximativement par : fondation anatolienne de savoir, de culture et de *cem* (cérémonie alévi).

⁴⁹ Entretien avec un militant, Ankara.

Ces différents types d'engagement – dont nous avons retracé l'ordre chronologique « typique » – sont parfois simultanés. Ainsi, les individus étudiés ici ne quittent pas nécessairement un registre lorsqu'ils en investissent un autre, mais maintiennent des engagements plus anciens, même s'ils le font de manière moins intense : ils les articulent alors, et constituent des canaux de communication et de coopération entre différents types d'organisation, ce qui explique que les milieux se recoupent largement⁵⁰.

Conclusion

La répression de 1980 a eu des conséquences non seulement sur les individus, mais aussi sur l'offre politique et les conditions de la militance. Les évolutions observées se rapportent à des transformations des formes de mobilisation et des contraintes de l'action collective parallèles aux changements de l'offre politique ; mais également à des trajectoires individuelles, faites d'accumulation et de reconversion de ressources, elles-mêmes contraintes par des contextes plus généraux. La carrière-type « post-répression » ici étudiée ne prend ni le chemin du désengagement, ni celui de la radicalisation. On a vu par quelles voies des engagements réprimés peuvent resurgir après un épisode répressif, mais sous d'autres modes, tout en générant de multiples formes de reconversion des ressources, militantes ou non, précédemment acquises.

A partir de cette carrière-type, il est évidemment difficile de dégager des « variables » à proprement parler. En revanche, certains éléments semblent essentiels pour expliquer la possibilité même, et la forme de ces trajectoires de réengagement : d'une part, la répression n'a pas remis en cause la carrière professionnelle ni l'accumulation de ressources dans d'autres sphères ; d'autre part, et de manière connexe, la période de retrait militant a été l'occasion d'une ascension sociale importante. Enfin, il semble que la place de ces personnes dans des groupes sociaux autres que militants (leur village, leur milieu professionnel) ait facilité des engagements souvent « malgré eux » (au moins au début), qu'ils ont ensuite investis différemment et dans lesquels ils ont pu actualiser des valeurs et des savoir-faire acquis durant leurs premiers engagements réprimés. Ces savoir-faire et valeurs ont connu des formes de reconversion inattendues. De manière significative, les individus en question considèrent leurs engagements

⁵⁰ L'association Pir Sultan Abdal, organisation aléviste la plus à gauche, était à l'origine une association de village, un village bien spécial puisqu'il s'agit du lieu d'origine d'un poète rebelle du XVI^e siècle, figure centrale de l'alévitisme comme des mouvements de gauche. C'est elle qui a organisé la manifestation culturelle de 1993 ayant donné lieu aux événements de Sivas ; à la suite de cela, elle s'est véritablement transformée en association aléviste.

successifs comme un tout, et les engagements ultérieurs dans la continuité presque logique de leurs engagements de jeunesse. Cette carrière-type permet donc de cerner certains « effets productifs » de la répression sur les modalités de l'action militante. Ainsi, l'investissement par d'anciens militants de gauche de secteurs auparavant « apolitiques » a durablement contribué à leur politisation.

BIBLIOGRAPHIE

AGRIKOLIANSKY, E., « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001.

BOZARSLAN, H., « Le phénomène milicien : une composante de la violence politique dans la Turquie des années 1970 », *Turcica*, vol. XXXI, 1999, pp. 185-244.

FILLIEULE, O., « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, pp. 199-215.

FILLIEULE, O., BENNANI-CHRAÏBI, M., « Exit, voice, loyalty... et bien d'autres choses encore », in M. Bennani-Chraïbi et O. Fillieule (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 75-90.

HERSANT J., TOUMARKINE A., « Hometown Organizations in Turkey », *European Journal of Turkish Studies*, 2005, entièrement consultable en ligne : <http://www.ejts.org/sommaire359.html>

LAGROYE, J., (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2003.

MASSICARD, E., « Entre l'intermédiaire et "l'homme d'honneur" : savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie », *Politix*, 67 (3), 2004, pp. 101-127.

MASSICARD, E., « Politiser la provenance. Les organisations d'originaires de Sivas à Istanbul et Ankara », *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue n° 2, 2005, Hometown Organisations in Turkey : <http://www.ejts.org/document362.html>

MASSICARD, E., *L'Autre Turquie. Le mouvement aléviste et ses territoires*, Paris, Presses universitaires de France, 2005.

MASSICARD, E., « Les mobilisations "identitaires" en Turquie après 1980 : une libéralisation ambiguë », in G. Dorronsoro (dir.), *La Turquie contestée. Action collective et régime sécuritaire en Turquie*, Paris, CNRS Editions, 2005, pp. 89-108.

MASSICARD, E., « Alevism in the 1960s : social change and mobilization », in H. I. Markussen (ed.), *Alevis and Alevism, Transformed Identities*, Istanbul, Isis, 2005, pp. 109-135.

MCADAM, D., « Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant », in O. Fillieule (dir.), *Le Désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, pp. 49-74.

NARI, Y., *Bursa Kent Merkezinde Faaliyet gösteren Hemşehri Dernekleri ve bu Derneklerin Bursa'nın sosyo-politik Yapısına Katkıları*, Yüksek Lisans tezi, 1999, Istanbul, Marmara Üniversitesi.

OPP, K. D., ROEHL, W., « Repression, micromobilization, and political protest », *Social Forces*, 69 (2), décembre 1990.

SIMEANT, J., « Entrer, rester en humanitaire. Des fondateurs de Médecins sans frontières aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001.

SIMEANT, J., DAUVIN, P., *Le Travail humanitaire – du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.